

L'essor et le déclin de la stratégie économique

Keynésienne – Structuraliste au Mexique¹

Julio López G².

Au cours du dernier quart de siècle, l'économie mexicaine a connu une piètre performance et par conséquent son PIB par habitant a diminué de façon persistante en comparaison du PIB des pays développés mais aussi par rapport au PIB des pays d'Asie orientale. Toutefois, pendant au moins deux décennies après la Seconde Guerre mondiale, la croissance économique au Mexique a été très rapide, à tel point que pour la caractériser, le terme "miracle mexicain" a été introduit.

Le but de ce travail est d'étudier les causes immédiates ainsi que les origines historiques de l'essoufflement du miracle mexicain. Je partage l'avis selon lequel à la moitié des années soixante-dix, la stratégie de croissance que le Mexique avait suivie jusqu'alors, s'est épuisée, et qui considère que les problèmes économiques qui se sont par la suite présentés furent une expression de l'épuisement de cette stratégie.

Toutefois, dans ce travail j'approfondirai cette idée en étudiant également la relation entre économie et politique durant le «miracle» et dans les années

¹ Traduit de l'espagnol par David Henri Mastroyannaki.

² Universidad Nacional Autónoma de México. L'auteur tient à remercier DGAPA, PAPIIT, proyecto IN303609-3, pour l'appui pour le développement de ce travail

postérieures à celui-ci. La relation entre économie et politique se trouve au cœur de l'approche dite «régulationniste» de l'économie, approche développée principalement par des auteurs français. J'espère montrer que cette approche peut être utile pour étudier cette période de l'économie mexicaine. Mais pour ce faire, je vais mettre l'accent sur les accords et les conflits au sein des classes dominantes, plutôt qu'entre les classes dominantes et les classes subordonnées.

Je vais développer l'hypothèse suivante : La croissance rapide du Mexique durant l'époque du «miracle» a été fondée à la fois sur une expansion rapide de la demande intérieure, laquelle s'est confrontée à une grande capacité de l'industrie à substituer les importations, et sur une forte élasticité de l'offre de produits agricoles. Dans le même temps, la croissance rapide de l'économie internationale a assuré un accroissement de la demande de produits mexicains et a donc fourni une progressive entrée de devises au pays. La croissance dès lors, a pu se produire sans de fortes pressions inflationnistes et sans perturber l'équilibre extérieur. Cette croissance soutenue et rapide a également servi de support matériel à un projet de développement capitaliste à long terme ; Pour ce projet, toutes les ressources de l'État ont été utilisées et les intérêts immédiats de certaines factions des classes dirigeantes s'y sont subordonnés. La fin de cette période de croissance rapide a été le résultat de causes internes et externes. Ces causes ont non seulement impliqué l'effondrement du modèle économique précédent mais aussi affecté la structure matérielle et idéologique qui a permis ou tout au moins facilité l'alliance des classes qui s'est construite pendant les années du "miracle".

La macroéconomie du "miracle mexicain"

Au cours de la période qui a immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale, le Mexique a mené une stratégie économique qui a combiné la gestion de la demande, et l'intervention structurelle, pour promouvoir la croissance économique et la modernisation, fusionnant ainsi les politiques keynésiennes avec les politiques structurelles. Ces dernières étaient principalement encouragées par l'école structuraliste d'Amérique latine qui voyait dans l'accumulation rapide de capital et dans la substitution des importations les deux principaux outils pour surmonter le retard économique.

En développant et renforçant un partenariat entre le secteur public et privé, qui avait au moins deux décennies d'histoire dans le pays, l'État mexicain a créé des industries d'État ou mixtes, a aidé à la création de nouvelles industries privées dans des secteurs stratégiques, et a également mis en place diverses institutions qui finançaient les besoins en investissement du secteur privé. La stratégie a bien fonctionné jusqu'au milieu des années 1970, aboutissant au bien nommé «miracle économique» au Mexique. Plus tard, avec l'environnement économique international en pleine mutation, la croissance a commencé à perdre de son dynamisme et les taux de croissance de la production et de l'investissement ont diminué et sont devenus plus irréguliers. La croissance du PIB était en moyenne de 6,7 pour cent annuel entre 1947 et 1970 mais est tombée à 5,2 pour cent entre 1970 et 1975. Le taux de croissance de l'investissement s'est réduit de 9,5% entre 1950 et 1970 à 5,3% entre 1970 et 1975 ; plus important encore, pour la première fois depuis de nombreuses années, l'investissement privé a diminué en termes absolus en 1971 et à nouveau en 1976. À toutes ces baisses se sont ajoutés : une

augmentation du taux d'inflation et des déficits extérieurs, tout cela ne facilitant pas un climat politique déjà bien défavorable.

Pour comprendre pourquoi l'économie a progressé rapidement dans un premier temps avant de commencer à décliner dans un deuxième temps, il semble utile de commencer par une brève description des institutions et des politiques économiques au Mexique. Notez que dans ce domaine, le pays ne s'est pas beaucoup écarté des stratégies employées par les autres grands pays d'Amérique latine, mais elle a eu toutefois quelques particularités, lesquelles seront mises en lumière en temps opportun.

La stratégie a été menée dans un cadre institutionnel à travers de lequel le gouvernement a participé conjointement avec les investisseurs privés à la création de nouvelles entreprises et a même créé, ou renforcé, d'institutions publiques qui avaient pour vocation de financer les investissements privés. Les dépenses du gouvernement ont augmenté à un rythme plus rapide que le PIB dans son ensemble mais les comptes de l'État sont restés en équilibre car le déficit budgétaire était inférieur à 1 pour cent du PIB. Cette croissance a stimulé la demande privée et a été soutenue par une politique monétaire accommodante qui laissait l'offre monétaire augmenter rapidement, dans la mesure où la banque centrale a encouragé et permis que le secteur bancaire privé puisse augmenter les crédits à des taux d'intérêt modérés. (Mantey et Levy).

Par conséquent, cette période durant laquelle le modèle a bien fonctionné a été caractérisé par une forte expansion de la demande globale : les dépenses publiques et l'investissement privé ayant été les facteurs les plus dynamiques de celle-ci. Les investissements privés et publics ont fortement progressé, surtout ces

derniers, ils ont augmenté à un taux plus élevé (10 pour cent par rapport aux 8,8 pour cent par an durant les années soixante). L'offre globale nationale a également connu une expansion rapide se basant sur une accumulation rapide de capital dans des conditions d'importante réserve de main-d'œuvre. Les branches industrielles (pétrole, pétrochimie, manufacture, électricité et construction) ont augmenté très vite et leur part dans la production a augmenté de 30,4% à 36,2% entre 1960 et 1970 tandis que le poids relatif du secteur primaire (agriculture, foresterie, élevage et pêche) a diminué passant de 16,6 pour cent à 12,2 sur la même période.

La croissance des importations s'est maintenue sous contrôle grâce à un taux de change réel relativement compétitif, à de fortes barrières commerciales et à une politique industrielle et d'investissements sélectifs ; tous ces facteurs favorisant la substitution des importations par la production nationale. Les exportations finançaient les importations, l'équilibre de la balance commerciale a été atteint grâce à l'excédent commercial du secteur agricole qui a compensé le déficit commercial des produits manufacturés.

Le «miracle mexicain» n'était pas exempt de problèmes. Par exemple, bien que le chômage en 1970 tournait autour de 3,8 pour cent de la population économiquement active (PEA), la sous- utilisation de la main-d'œuvre totale était d'environ 20 pour cent de la PEA. En outre, en 1968, les travailleurs urbains informels et les agriculteurs à faibles revenus représentaient respectivement 12,7 pour cent et 23 pour cent de la PEA. En d'autres termes, le noyau moderne de l'économie excluait environ un tiers de la population ; c'est une des raisons qui a contribué à l'inégalité de la distribution des revenus. En 1970, les 20 pour cent les

plus riches de la population recevait 56 pour cent du revenu total tandis que les 20 pour cent les plus pauvres recevaient à peine 3,7 pour cent de ce même revenu.

En outre, la concentration de la production et des ventes de entre quelques grandes entreprises a également été considérable, par exemple dans le secteur manufacturier, les grandes entreprises (de plus de 350 travailleurs) qui en 1970 représentaient environ la moitié du total des établissements, généraient 45 pour cent de la valeur totale de la production manufacturière, alors que les petites entreprises (jusqu'à 5 salariés) qui représentaient 81 pour cent du total des établissements généraient seulement pour 3,2 pour cent de la valeur de production ; les sociétés étrangères quant à elles, détenaient 27,6 pour cent de cette valeur de production. Toutefois, en dépit de la forte concentration et centralisation du capital, la capacité technologique autonome était presque inexistante et la production nationale de biens d'équipement était très faible, par exemple en 1970, 42 pour cent des machines et du matériel utilisé était d'origine étrangère.

Le modèle économique mexicain partageait avec le modèle prédominant dans d'autres pays d'Amérique latine plusieurs caractéristiques négatives, toutefois il avait trois avantages majeurs qui étaient fortement liés : premièrement, la croissance des exportations était rapide et stable; deuxièmement, l'offre de biens agricoles croissait également à des taux relativement élevés et troisièmement, l'inflation était contrôlée : elle a été en moyenne de 5,4 pour cent par an entre 1953 et 1969, contre 32 pour cent en Argentine, 41 pour cent au Brésil et 41 pour cent au Chili, durant la même période (Noyola).

La stabilité des prix a eu une très grande importance pour la croissance économique à long terme pour au moins deux raisons : en premier lieu, cette stabilité rendait possible le maintien d'un taux de change "réaliste", ce qui contribuait à la stabilité de l'économie dans son ensemble, à la stabilité des prévisions à long terme et renforçait l' «esprit animal» ; en deuxième lieu, les autorités économiques ne se voyaient pas contraintes d'appliquer des politiques restrictives de la demande, ce qui arrive généralement lorsque les déséquilibres internes et externes deviennent importants.

Les facteurs présentés précédemment nous aident à comprendre pourquoi le Mexique a progressé à des taux beaucoup plus élevés que la moyenne régionale (sauf au Brésil)³ et sans montrer aucun signe prévisible de stagnation, ce qui contraste avec ce qui s'est passé dans d'autres économies d'Amérique latine qui ont eu une industrialisation relativement tôt. C'est le cas notamment de l'Argentine, du Chili ou de l'Uruguay, où sont apparues des tendances à la stagnation à un stade relativement précoce du processus de substitution des importations. Même sans cela on n'est pas sûr que la forte croissance mexicaine de l'époque aurait duré plus longtemps. D'une part car la croissance rapide dépendait du soutien d'une économie internationale se trouvant également en croissance rapide et d'autre part car il y a eu plusieurs facteurs qui ont mis en péril cette croissance à long terme. J'analyserai à continuation ce point.

³ Le taux de croissance du PIB per capita entre 1940 et 1970 fut 2.9% en moyenne. Les taux du Brésil, Colombie, Argentine et Chili furent 3%, 1.6%, 1.9% et 1.6%, respectivement.

Les limites à la croissance pendant les années du “miracle mexicain”

Il serait intéressant d’initier la réflexion avec une brève discussion théorique. Pour organiser cette discussion, nous admettons que la croissance à long terme d’une économie capitaliste peut être appréhendée comme le résultat de l’interaction de facteurs internes et externes, tant de la demande comme de l’offre. Dans ce contexte et pour commencer la discussion, définissons le taux effectif de croissance du produit : r , le taux de croissance de la demande effective r^D , le taux de croissance de la capacité productive r^K et le taux de croissance du produit compatible avec l’équilibre externe r^X .

Suivant la pensée de Kalecki (1954), on suppose que le taux de croissance du côté de la demande effective dépend premièrement du taux de croissance des composantes autonomes de la demande privée (r^{DP}), du gouvernement (r^{DG}) et de l’extérieur (r^{DX}), deuxièmement de la part des salaires dans la valeur ajoutée (ω) et troisièmement du coefficient d’importations (m). En supposant une propension à consommer sur les salaires plus élevée que celle sur les profits, un changement dans la répartition des revenus contre les salaires tendra à réduire le taux d’expansion de la demande pour un niveau de croissance donné de ses composantes autonomes ; et ce sera la même chose si le coefficient d’importations augmente puisque dans ce cas une partie de la demande est filtrée vers l’extérieur. Formalisant cette idée mais avec un objectif purement heuristique, nous proposons la formule suivante:

$$r^D = r(r^{DP}, r^{DG}, r^{DX}; \omega, m) \quad (1)$$

Parallèlement, nous définissons le taux de croissance du produit en équilibre externe comme⁴

$$r^X = x - \hat{m} \quad (2)$$

Où nous supposons que la balance commerciale est en équilibre à la période initiale et qu'il n'y a aucun crédit étranger. r^X est le taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre externe, x est le taux de croissance des exportations et \hat{m} le taux de croissance du coefficient d'importations. Ainsi, le taux de croissance du produit d'équilibre extérieur peut dépasser le taux de croissance des exportations seulement si le coefficient d'importations décroît, faute de quoi le solde extérieur ne pourra pas se maintenir à son niveau⁵. Notez que les sorties de capitaux pour un taux de croissance des exportations et pour un coefficient d'importations donnés, réduisent le taux de croissance en équilibre extérieur.

La dernière équation est très importante, l'expérience montre qu'une économie ne peut pas maintenir une croissance stable fondée sur l'endettement extérieur et donc que le taux de croissance de la demande à long terme, et son taux effectif de croissance ont tendance à s'adapter au niveau fixé par le taux de croissance du produit en équilibre externe r^X .

Je vais maintenant utiliser le cadre décrit ci-dessus afin d'examiner les obstacles à la croissance au Mexique durant la période d'étudiée. Un bon point de départ pour cette discussion serait d'examiner le débat dans le pays à cette

⁴ Je ne vais pas parler des facteurs déterminants le taux de croissance des capacités productives r^K car j'assume que cette capacité productive n'a pas été une limite à la croissance à long terme de l'économie mexicaine pendant la période étudiée.

⁵ L'équation (2) est une légère modification de la «loi de Thirlwall» (Thirlwall 1979), la même idée a été anticipée par Prebisch (1951) et Furtado (1953).

époque⁶, il faut dire qu'un débat similaire a eu lieu dans d'autres pays d'Amérique latine⁷.

Une première théorie voyait les problèmes des années soixante-dix comme le résultat d'une tendance à la stagnation, issu d'un déséquilibre dynamique entre l'évolution de la demande et l'évolution de la capacité de production. Dans ce scénario le schéma de croissance mexicain confirmait générer des tendances à la stagnation due à la lente expansion des marchés et en particulier de l'investissement privé et de la consommation de masse. La croissante concentration et monopolisation de l'économie allait déterminer la lente croissance de l'investissement privé ainsi que la perte de dynamisme de l'investissement privé. La concentration du revenu expliquerait la faible croissance de la consommation de masse (une baisse de ω dans l'équation 1).

Comme cela a été dit dans la section précédente, cette hypothèse n'est pas vérifiée empiriquement ; en effet, malgré la concentration du revenu et des richesses, la demande s'est accélérée. Bien que le marché des biens essentiels ait augmenté lentement, cela a été compensé, voire surcompensée par la rapide croissance de la consommation de biens durables de la part des travailleurs et des capitalistes. Les données disponibles, bien que fragmentaires, montrent que la demande pour ces biens a été stimulée non seulement par la consommation accrue de groupes à revenus élevés mais aussi par la réduction du prix unitaire de

⁶ Après avoir examiné le débat économique de ces années, j'ai décidé d'inclure uniquement les travaux que je crois les plus pertinents car ils se réfèrent d'avantage au thème en question.

⁷ Furtado (1993:26-31) fait une allusion très intéressante au climat et au débat de la CEPAL durant les années 1960 et c'est également l'auteur de l'article fondamental sur ce thème (Furtado 1966), Cela vaut encore la peine de lire la littérature d'Amérique latine concernant le thème de la stagnation ; une liste non exhaustive inclurait Braun et Joy (1968), Braun (1970), Aranda et Martinez (1970) et Serra et Tavares (1971), institut économique de l'université de la république (1969). Les références pour México apparaissent au dessous.

ces biens, par une meilleure accessibilité aux prêts personnels qui a même permis à certains segments de la classe ouvrière d'avoir accès à des biens durables. Ensuite, la croissante concentration de l'activité productive ne s'est pas traduite par une tendance à la baisse des taux de croissance de l'investissement privé. Plusieurs facteurs ont permis à cette dernière de rester élevée comme par exemple les taux de rentabilités élevés dans la plupart des secteurs industriels de pointe, l'accès au crédit des grandes entreprises, le protectionnisme et l'attraction d'investissements nationaux et étrangers par le marché mexicain. Enfin, mais pas le moins important des facteurs, les dépenses publiques pouvaient remplacer un affaiblissement des dépenses privées. En fait, le rythme soutenu des dépenses publiques a élargi le marché et a permis de compenser les ralentissements temporaires de la demande privée, l'entraînant vers une récupération rapide.

Une seconde théorie mettait l'accent sur les limites du modèle de croissance du point de vue de la finalisation de la substitution des importations qui ont sans doute affecté à long terme la croissance à la fois de l'offre et de la demande.

Pour discuter de cette théorie, il faut d'abord savoir que durant cette période du «miracle» les exportations du Mexique ont progressé proportionnellement à la demande mondiale. Toutefois le pays pouvait maintenir un taux de croissance du produit plus élevé que le taux de croissance de ses exportations (dans les conditions d'équilibre de la balance commerciale) car son coefficient d'importations diminuait de façon constante. Maintenant, pour voir pourquoi la diminution du coefficient d'importations a pris fin, supposons que la demande de biens

manufacturés est alimentée par trois secteurs intégrés verticalement (en ce sens que la production brute comprend à la fois la demande intermédiaire et finale): celui des biens de consommation non durables, celui des biens de consommation durables et celui des biens d'équipement. Je vais maintenant définir le coefficient d'importations d'un secteur comme le quotient entre ses importations totales (biens finaux et intermédiaires) et sa production brute. Si le coefficient d'importations de chaque secteur est différent, son évolution pour l'industrie dans son ensemble dépendra de deux éléments: de la modification du coefficient de chaque secteur et de la modification dans la composition de la demande et de la production. Les chercheurs qui voyaient le problème du point de vue de la terminaison de la chute du coefficient d'importations, ont mis l'accent sur la proportion croissante de biens de consommation durables⁸ au sein de la demande totale des biens de consommation et sur une expansion relativement lente de la production nationale de biens d'équipement ce qui obligea l'économie à importer la plupart de ces biens.

L'argument ci-dessus est dans une certaine mesure confirmé par les statistiques disponibles même si celles-ci ne sont pas suffisamment détaillées, toutefois des informations indirectes suggèrent plutôt un processus comme celui décrit ci-dessous. Dans le secteur manufacturier, le coefficient d'importations après avoir baissé rapidement au cours des années 1940, et diminué à un rythme plus lent pendant les années 1950, s'est stabilisé dans les années 1960 ; cette stabilisation semble avoir été le résultat net de deux tendances contradictoires : Le coefficient d'importations a reculé à la fois pour les biens de consommation

⁸ Biens pour lesquels le coefficient d'importations était très élevé

«traditionnelle» et pour les biens de consommation «moderne», dans le premier cas, le processus est allé jusqu'à inclure la production de biens intermédiaires et de biens d'équipement tandis que dans le second cas, seulement quelques biens de consommation finale importés ont été remplacés par la production nationale mais sans aboutir à une production nationale équivalente de biens d'équipement.

Cette tendance, à elle seule, aurait du entraîné une chute du coefficient d'importations global de la manufacture, cependant une autre tendance encore plus forte est apparue en même temps mais avec un effet inverse: les croissances plus rapides de la demande et de la production de biens manufacturés modernes⁹. Cette dernière tendance a été principalement causée par «l'effet démonstration» qui a biaisé les dépenses de tous les secteurs sociaux vers les produits plus modernes et plus sophistiqués¹⁰.

Quoi qu'il en soit, lorsque la chute du coefficient d'importations s'est arrêtée, le dynamisme de l'offre et de la demande a été affecté négativement car elle a réduit l'effet multiplicateur (et accélérateur) des dépenses autonomes et parce qu'elle a diminué de la même manière le taux de croissance du produit de l'équilibre externe (r^X).

Il existe une troisième théorie qui soutenait que l'affaiblissement de la dynamique de croissance provenait d'avantage d'un affaiblissement des exportations du Mexique. Dans ce contexte, il est bon de rappeler que la demande

⁹ Biens pour lesquels le coefficient d'importations est supérieur à la moyenne. Le raisonnement décrit ci-dessus synthétise la vision plus ou moins commune de l'école structuraliste latino-américaine ; pour obtenir plus d'informations sur le cas du Mexique, voyez Lustig (1981), Villarreal (1976), Boltvinik y Hernández Laos (1981) et pour une discussion plus générale : Félix (1968)

¹⁰ S'il y avait eu une distribution du revenu plus égalitaire c'est la demande de produits traditionnels qui aurait augmenté la plus rapidement, ce qui aurait contribué à diminuer le coefficient d'importations (Lustig 1981).

d'exportations mexicaines a reculé en raison de l'affaiblissement de la croissance qui s'est produite dans les pays capitalistes avancés au milieu des années 1970. De plus, les conditions intérieures du pays ont également joué un rôle important dans cette histoire. Pour examiner ce point il est utile de faire la différence entre les exportations agricoles et les exportations industrielles.

L'agriculture a joué un rôle décisif dans le processus historique de la croissance économique mexicaine : dans la période qui va entre 1938-39 et 1962-65 la production agricole s'est accrue à un taux annuel moyen de 4,2 pour cent, un taux considérable surtout en comparaison avec d'autres pays de la région. Dans les années 1960, le taux d'expansion de la production agricole a ralenti: de 6,7 pour cent en moyenne annuelle durant la première moitié de la décennie à 3,4 pour cent durant la seconde moitié.

La stagnation de l'agriculture a eu au moins deux conséquences négatives : Premièrement, elle a découragé directement le taux de croissance global tout en réduisant la demande agricole pour les biens intermédiaires et d'équipement. Deuxièmement, elle a eu des effets négatifs sur les exportations et la balance commerciale, considérant que de 1950 à 1965 les exportations agricoles ont progressé à un rythme modeste mais positif, entre 1965 et 1970 elles ont commencé à stagner. Ainsi, tandis que l'excédent agricole de 1962 a contribué à environ un tiers des besoins en devises du pays, cette part est tombée à 15,5 pour cent en 1970¹¹.

Pourquoi les exportations manufacturières n'ont pas fourni les devises nécessaires ? La question se pose naturellement. Notons d'abord que les

¹¹ On fait référence sur ce point à Castell y F. Rello (1977) et Rodríguez (1980)

exportations de produits manufacturés ont progressé à un taux élevé entre 1950 et 1970, toutefois, leur part dans le total était relativement faible: moins de 10 pour cent du total des exportations la première année et environ 30 pour cent la deuxième année.

La performance relativement médiocre à l'exportation du secteur manufacturier au Mexique, par rapport à certains pays d'Asie durant la même période, a été parfois interprétée comme une conséquence de l'inefficacité de l'industrie. Cette inefficacité s'attribuait généralement à des facteurs sociopolitiques tels que le manque d'esprit "Schumpétérien" des hommes d'affaires nationaux. Toutefois, il ne faut pas oublier que cette inefficacité était la conséquence du traitement asymétrique donné aux manufactures et qui est dû à la façon dont la politique de substitution des importations fonctionnait au Mexique (et en Amérique latine en général). En effet les prix des produits protégés étaient plus élevés que ceux du marché international en raison de la protection du marché intérieur, par conséquent lorsque l'étape de substitution des importations s'est terminée par l'inclusion des biens intermédiaires, les prix en monnaie nationale de ces biens ont augmenté entraînant une hausse du coût des produits fabriqués dans le pays, ce qui entraîna une hausse des prix en dollars de ces mêmes biens, les rendant supérieurs aux prix internationaux. Dans de telles conditions les biens fabriqués dans le pays ne pouvaient être vendus que sur le marché intérieur grâce aux barrières commerciales mais ne pouvaient pas rivaliser sur le marché international. À propos, la tournure de cette politique commerciale protectionniste contre les produits manufacturés exportés contraste avec la stratégie suivie par les pays de l'Est de l'Asie dont les entreprises exportatrices étrangères ont bénéficié du soutien

des gouvernements y compris de l'accès aux biens intermédiaires aux prix internationaux.

Résumant un peu, nous pouvons conclure que la tendance à la stabilisation du coefficient d'importations et les difficultés qui se sont ajoutées contre le maintien d'un taux de croissance élevé des exportations, a réduit le taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre extérieur. Par conséquent, en maintenant le taux effectif de croissance de la production, un déficit commercial était inévitable. En d'autres termes, la croissance de la demande intérieure à ses taux historiques a commencé à se traduire par un déséquilibre croissant du commerce, forçant l'économie à recourir à des emprunts extérieurs. Ainsi, le déficit de la balance commerciale qui durant la période 1947-1956 représentait en moyenne 0,7 pour cent du PIB s'est élevé à 1,8 pour cent pendant la période 1967-1971. Les sources de devises étrangères ont vu leur contribution relative et leur composition se modifier: Le poids du financement externe a augmenté de 36 pour cent en 1962 à 58 pour cent en 1970, tandis que la part de l'excédent agricole a été réduite de 36 à 15 pour cent durant la même période (Blanco, 1979)¹².

Ces difficultés n'impliquaient pas nécessairement une tendance à la stagnation de l'économie mexicaine mais elles ont entravé le maintien des taux historiques de croissance, en plus de réduire la marge de manœuvre de l'Etat. En substance, l'apparition de problèmes au niveau de l'offre a rendu plus délicate l'intervention étatique dans l'économie notamment par le biais du «truc financier» (Kalecki (1966: 16) dixit) de la simple manipulation de la demande. Comme je

¹² Notons que les pourcentages correspondants à la contribution du financement externe par rapport à l'offre total de devises durant la même période ont été de 1% en Argentine, 2,7% au Brésil, 1,8% au Chili et 3,1% en Colombie.

l'exposerai plus tard, cela a affecté les bases matérielles sur lesquelles reposait l'alliance entre la bureaucratie d'Etat et la classe entrepreneuriale, mais cette alliance a également commencé à être contestée par les changements politiques et idéologiques qui ont eu lieu à la même période. Je me référerai à ce dernier point dans les paragraphes suivants.

Les changements dans la structure socio-économique

Au cours de la période étudiée, d'importants changements se sont produits dans la structure et au niveau des caractéristiques des agents sociaux économiques. J'examinerai à continuation l'impact des changements survenus sur le poids économique et sur les formes idéologiques dominantes des principales classes du bloc dominant à savoir: les grands entrepreneurs et la bureaucratie politique.

Pendant les années cinquante et soixante, la haute bourgeoisie mexicaine, dont le développement a été lié étroitement à l'Etat, a réussi à obtenir une plus grande indépendance vis-à-vis de celui-ci ; en premier lieu la grande entreprise capitaliste est devenue le principal protagoniste de l'économie : alors que l'industrie déplaçait peu à peu l'artisanat au sein de la société, l'importance de l'entreprise a augmenté. En deuxième lieu un phénomène connu sous le nom de développement du capital financier est apparu en parallèle, ce dernier s'est essentiellement caractérisé par un regroupement "horizontal" d'entreprises et par une relation plus étroite entre le capital industriel et le capital financier. Le résultat de ce développement fut la grande expansion de toutes les ressources et en particulier de la richesse financière qui était sous contrôle de chaque «groupe» économique. En troisième lieu, ce processus d'approfondissement capitaliste a été

accompagné d'un élargissement des relations internationales des grandes entreprises et d'une pénétration plus importante des capitaux internationaux.

L'élargissement des relations internationales de la haute bourgeoisie mexicaine lui a permis d'avoir accès à davantage de capitaux internationaux et donc l'a rendu moins dépendante de l'état. Historiquement, pour obtenir de meilleures conditions dans ses relations avec le capital international, la bourgeoisie mexicaine avait trouvé un soutien dans l'état nation, mais ses solides liens internationaux lui ont également été très utiles dans pour pouvoir négocier avec l'Etat.

Les développements précédents ont jeté les bases matérielles au renforcement d'une idéologie qui, faute d'un meilleur terme, pourra être dénommée antiétatique ; cette idéologie, qui est toujours présente dans certains secteurs de la société, en particulier parmi les classes propriétaires, envisage de libérer l'économie de la tutelle de l'Etat (pas toujours d'une manière agressive) réduisant ses activités normatives et d'intervention directe pour faire place à l'initiative privée. Cette idéologie, par conséquent remettait en cause l'importance que possédait l'Etat mexicain dans l'économie et cela malgré le fait que la présence et la participation de l'Etat bénéficiaient de plusieurs manières aux classes entrepreneuriales. Il s'agissait d'idées/force qui avaient une grande capacité de rallier et qui trouvaient aussi un fort soutien et un fort encouragement dans la pensée économique dominante des pays capitalistes industrialisés, où la remise en question du paradigme keynésien commençait à acquérir une agressivité et une vitalité inattendues.

Un secteur important de la bureaucratie étatique s'identifiait de plus en plus à cette idéologie. Cependant, la bureaucratie d'Etat était loin d'être un corps homogène et pendant la période étudiée, son hétérogénéité idéologique s'est accrue en raison de certains développements matériels et idéologiques qui sont apparus au sein de l'appareil d'état.

Comme mentionné plus haut, tout au long du processus d'industrialisation du Mexique, l'Etat a pris l'initiative de réaliser des investissements qui en raison de leurs coûts élevés et de leurs longues périodes de maturation, il était le seul à pouvoir faire; le secteur privé n'étant pas capable de les réaliser. Je fais référence ici à des investissements directement productifs, de création de matières premières et d'intrants d'usage général dont les relations directes et indirectes avec l'industrie et l'économie en général sont très étroites. Pour la classe entrepreneuriale mexicaine ces investissements étatiques ne lui portaient aucunement préjudice, bien au contraire, ils élargissaient le marché, ouvraient des perspectives de nouveaux investissements et donnaient accès à des intrants intermédiaires sûrs. Mais de nombreux entrepreneurs voyaient d'un mauvais œil la présence de plus en plus importante de l'Etat dans les bases productives de l'économie parce qu'elle donnait à la bureaucratie politique une plus grande capacité de contrôle (même du point de vue des processus matériels) et rendait le secteur privé plus dépendant des décisions étatiques. Surtout parce que la rhétorique de la révolution mexicaine a toujours laissé la porte ouverte à d'éventuelles débordements «socialisants» de l'Etat.

Les craintes des entrepreneurs quant à l'orientation «socialisante» ou plus précisément «populiste» de la bureaucratie d'Etat n'étaient pas totalement

infondées parce que parallèlement au processus économique décrit ci-dessus, de nouvelles tendances idéologico-politiques sont apparues au sein de la bureaucratie d'Etat, ces dernières ont gagné en signification et en importance du fait du contexte différent dans lequel elles s'exprimaient.

En effet, pour un deuxième secteur de la bureaucratie d'État, le «miracle mexicain» avait révélé des problèmes structurels et sociaux propres à ce type de croissance. Ce deuxième secteur faisait partie d'un courant de la bureaucratie politique qui se voulait le représentant (dans le sens historique) de la frange la plus populaire, nationaliste et radicale de la Révolution mexicaine ; pour eux l'écart entre le discours officiel basé sur l'idéologie de la Révolution mexicaine et la dépendance continue du pays envers l'extérieur, en particulier vis-à-vis des États-Unis, devenait de plus en plus évident, de même que les avantages matériels limités de cette stratégie pour les segments les plus pauvres de la population. Le panorama économique basé sur ces faits ne s'attendait pas à une crise du modèle de développement qui était jusqu'alors en vigueur, mais pour ce deuxième secteur de la bureaucratie d'Etat, une option viable et peut-être inévitable était d'effectuer certains ajustements dans le système économique social. Luis Echeverria, l'homme qui en Décembre 1970 est devenu président de la République venait de ce secteur bureaucratique.

Maintenant j'examinerai d'une part comment les contradictions politico-idéologiques entre les grandes entreprises nationales et la bureaucratie politique, et d'autre part comment les difficultés structurelles et idéologiques ont interagi pendant l'administration de Luis Echeverria aboutissant à la «crise» du précédent modèle de développement.

La "crise" du modèle de développement

Lorsque Luis Echeverria est devenu président du Mexique, la performance de l'économie était encore bonne : le PIB augmentait à un rythme moyen de 7 pour cent annuel entre 1968 et 1970, l'investissement privé de 10 pour cent et le taux d'inflation était d'environ 3 pour cent par an. Le déficit du secteur public s'est élevé dans la seconde moitié de la décennie mais ne représentait néanmoins qu'une faible proportion du PIB, environ 1 pour cent en moyenne dans les années 1968-1970.

Face à cette réalité économique, le président Echeverria et son équipe ont élaboré un projet réformiste avancé. Il ne s'agissait pas d'une tentative de rupture avec les classes entrepreneuriales mais d'une tentative pour rétablir et renouveler le contenu nationaliste, étatiste et populiste de la révolution mexicaine dans le nouveau cadre économique, politique et international de l'époque. Plus précisément, le gouvernement essayait d'améliorer et de renouveler le rôle de direction de l'Etat dans l'économie, en fonction d'une stratégie de développement différente de la précédente. La nouvelle stratégie devait renforcer l'indépendance économique du pays, corriger les déséquilibres dans la structure productive et encourager une répartition plus égalitaire des revenus. Après une première période initiale d'adaptation nécessaire pour corriger les déséquilibres internes et externes, le taux de croissance des dépenses publiques devait théoriquement s'élever; cette augmentation, combinée avec une hausse modérée des salaires, devait élargir les marchés et augmenter les profits privés. Tout cela devait stimuler l'investissement privé, donnant à la croissance économique un caractère plus permanent et plus équilibrée.

Je ne m'attarderai pas trop sur l'analyse de comment le nouveau gouvernement a essayé de mettre en pratique son nouveau projet, ni sur les résultats économiques et politiques qui en ont découlé ni sur les transformations qu'il a subi tout au long de la période. Je donnerai ici seulement une brève vision de ce qui s'est passé dans l'économie¹³.

Vue sous l'angle de l'ensemble des résultats, la stratégie utilisée n'a pas été totalement un succès mais elle a permis d'éviter les effets les plus graves de la détérioration de la situation économique internationale qui s'est produite après la crise pétrolière de 1973. Le taux d'accroissement du produit s'est réduit de 7 pour cent dans les années soixante à 5,8 pour cent entre 1974 et 1977¹⁴. Le taux d'accroissement de l'investissement brut total, qui était à un peu plus de 9 pour cent entre 1960 et 1970, a chuté à 5 pour cent (1,0 pour cent pour les trois dernières années). Le taux d'accroissement de l'investissement privé a également diminué: de près de 9 pour cent dans les années soixante à environ 4 pour cent (0,4 pour cent pour les trois dernières années). En contrepartie, les salaires réels ont fortement augmenté avec un gain de 8,3 pour cent en moyenne (9,5 pour cent si l'on exclut 1977), comparativement au 7,7 pour cent de croissance au cours des années soixante.

Cependant, certains déséquilibres internes et externes se sont approfondis : par exemple l'indice général des prix, qui avait progressé à un taux annuel moyen

¹³ Par rapport à la période, veuillez consulter spécialement le travail de José Avala et autres auteurs et celui de José Blanco. Je me suis également basé pour cette période sur d'autres auteurs tels que :Eduardo González « La política económica 1970-1976 itinerario de un proyecto inviable» dans le livre « Capitalismo y crisis en Mexico , ECP, 1978» ,Carlos Tello «La política económica en Mexico 1970-1976» editorial siglo XXI, Rolando Cordera "Las decisiones del poder: notas sobre la coyuntura económica" dans la revue Investigación económica n°143, 1978.

¹⁴ À moins d'une indication contraire, les pourcentages de croissance qui suivent sont annuels

d'environ 2,5 pour cent dans les années soixante, a augmenté de 22 pour cent entre 1972 et 1977 ; d'autre part, la dette extérieure a aussi fortement augmenté et la relation entre le service de la dette et le produit qui s'était maintenue autour de 8,5 pour cent dans les années soixante est passé à 20 pour cent en 1976. Enfin, le déficit du secteur public, qui avait été inférieur à un pour cent du PIB dans les années soixante est passé à 4,3 pour cent du PIB moyen pour la période 1971-1976.

L'aggravation de ces déséquilibres a été déterminée en partie par des évolutions contre lesquelles le gouvernement avait peu de capacité d'action. Certains d'entre eux avaient leurs racines dans le passé et ne pouvaient pas être corrigés à court terme, ou bien alors ils répondaient aux circonstances de l'économie internationale, en particulier à la crise des pays capitalistes entre 1974 et 1975.

Il est donc nécessaire de se demander le rôle spécifique qu'ont eu d'une part la politique économique et d'autre part les conflits sociopolitiques dans l'aggravation de la situation économique.

Premièrement, la politique budgétaire a joué un rôle majeur dans l'histoire. Notamment, le coefficient de variabilité du taux de croissance des dépenses publiques (qui mesure la dispersion relative de la croissance par rapport à la moyenne) est passé en valeur de 66 pour cent dans les années soixante à 113 pour cent entre 1971 et 1977 (pour un taux de croissance moyen de dépenses plus ou moins semblable: 10,4 pour cent et 9,4 pour cent respectivement).

La grande variabilité de la politique de dépenses publiques, en plus de quitter de la cohérence et de la continuité aux actions de l'État, a généré une plus

grande volatilité de la demande globale, laquelle a contribué à son tour à l'instabilité de l'investissement privé et en générale à une perte de dynamisme: en particulier, le coefficient de variabilité de la croissance de l'investissement privé qui était de 110 pour cent dans les années soixante, s'est décuplé pendant la période 1971-1977. Dû aux effets multiplicateurs des investissements la croissance du produit s'est vue naturellement affectée, notamment au niveau de sa stabilité. Une politique budgétaire de « stop and go », comme celle qui s'est appliquée dans ces années a été la pire façon d'affronter la nouvelle réalité économique du pays et en fait, elle ne correspondait pas non plus au caractère réformiste du nouveau gouvernement. La question qui se pose alors est de savoir pourquoi le gouvernement a suivi ce type de politique.

Une explication renvoie à la coexistence de différents projets au sein de la bureaucratie politique, ce qui reflète les différentes visions présentes en son sein, ainsi que dans la société civile. Une autre explication se réfère aux limitations auxquelles s'est confrontée la politique de demande de l'état dans le nouveau scénario économique caractérisée par des restrictions de l'offre. Je vais ensuite argumenter que les deux explications sont en partie vraies et aussi faire valoir que ces deux questions : la structurelle et l'idéologique étaient étroitement liés. Quelques pages auparavant j'ai suggéré que le renforcement de l'économie et «l'internationalisation» de la haute bourgeoisie ont stimulé son attitude critique et sa relative distance par rapport à l'État, j'ai mentionné également que ce phénomène s'est produit parallèlement à l'augmentation du poids économique de l'État et de certains secteurs de la bureaucratie notamment grâce à un discours politique plus interventionniste. Ces phénomènes donnent à penser que le conflit

potentiel entre ces deux acteurs était déjà très présent. Mais on peut affiner l'analyse si l'on regarde de plus près la façon de comment s'est modifié l'effet, sur les intérêts matériels immédiats de la bourgeoisie, de l'intervention du gouvernement dans l'économie. Mon hypothèse est qu'avec les nouvelles conditions économiques du pays les avantages provenant de la présence et de l'intervention de l'état ont diminué, notamment au niveau des dépenses publiques, ce qui a contribué à expliquer leur éloignement du pouvoir politique.

Pour analyser ce point et surtout justifier l'hypothèse que les bénéfices privés récupérés par les classes dirigeantes grâce aux dépenses gouvernementales étaient alors moindres, Il est utile de rappeler un article classique de Kalecki (1943) dans lequel il se demande les raisons qui expliquent l'opposition de ces classes dirigeantes aux dépenses de l'Etat. Le lecteur attentif se souviendra que selon Kalecki les dépenses publiques, en particulier quand elles servent un déficit public, ne réduisent pas les bénéfices. Bien au contraire car elles créent une demande supplémentaire qui augmente les ventes et les profits. Les raisons de l'opposition des capitalistes seraient alors essentiellement politiques et devraient pouvoir s'expliquer principalement par deux raisons : D'une part, des dépenses publiques élevées font que la demande globale et la situation économique soient moins dépendants des investissements privés et donc que le maintien d'un "bon" climat pour le secteur privé soit moins crucial. D'autre part, des dépenses importantes du gouvernement font chuter le chômage ce qui accroît le pouvoir de négociation de la classe ouvrière en changeant le rapport de forces entre les travailleurs et les employeurs.

Les raisons que donne Kalecki sont très générales et son analyse est faite en référence à une économie très développée et fermée ou en tout cas qui a peu d'échanges avec l'extérieur, est-il possible de dire quelque chose de plus quant à l'expérience mexicaine durant cette période ? En tenant compte du fait que c'était une économie en voie d'industrialisation et fortement dépendante de l'extérieur? Je pense que oui et je vais proposer une hypothèse à continuation.

Pour développer cette hypothèse, il faut partir d'un bref constat théorique sur les effets des dépenses publiques dans l'économie afin d'illustrer un peu plus loin la situation par laquelle est passée le pays durant les années soixante-dix et pour finir les nouvelles difficultés liées aux répercussions de la politique budgétaire sur la demande globale. La théorie de la demande effective nous enseigne que les effets des dépenses publiques sur les niveaux d'activité économique et en particulier ses effets sur le PIB et sur les profits privés dépendent : du degré d'élasticité de l'offre, de la forme de financement des dépenses et du coefficient d'importations de l'économie (Kalecki, Lopez et Assous).

Si l'élasticité de l'offre est élevée, les travailleurs n'épargnent pas et le coefficient d'importations est de zéro (économie fermée) donc une augmentation du déficit public va générer une augmentation de la production et des ventes de telle sorte que l'augmentation des profits bruts serait identique en valeur à la variation du déficit. Si par contre l'augmentation des dépenses est financée par les impôts sur les profits, il y aura également une hausse de la production et des ventes laquelle élèvera les profits avant impôt d'un montant égal à la nouvelle taxe,

de telle sorte que les bénéfices après impôts resteront inchangés¹⁵. Néanmoins, lorsque l'élasticité de l'offre est faible et en conséquence l'élasticité des importations par rapport à la croissance du produit est élevée, une augmentation des dépenses publiques financée par déficit augmentera aussi la production et les bénéfices bruts mais d'un montant inférieur à celui de l'exemple précédent, une partie de l'augmentation des ventes sera comblée par l'augmentation des importations. Si les dépenses sont financées par les impôts sur les profits, ces derniers diminueront: une partie des bénéfices potentiels seront "filtrés" par le biais des importations.

Il s'ensuit que plus l'offre intérieure est rigide et plus le coefficient d'importations est élevé, moindre sera l'impact positif des dépenses publiques sur les bénéfices, et plus important sera l'impact négatif sur les revenus. Le raisonnement ci-dessus peut maintenant être utilisé pour examiner les impacts de la politique budgétaire au Mexique au cours des deux périodes considérées. Les raisons économiques immédiates qui facilitaient le partenariat entre les secteurs public et privé de l'économie durant le «miracle mexicain» peuvent être formulées de la manière suivante: Outre le soutien par divers moyens aux employeurs, l'Etat était l'agent le plus autonome, stable et dynamique de l'expansion du marché, et donc par conséquent de la croissance des profits. De plus, lorsque l'élasticité de l'offre a diminué, les bases matérielles du «miracle mexicain» sont aussi devenues plus fragiles contrairement à ce qui se passait lorsque l'offre était élastique. Dans ces nouvelles conditions économiques, les

¹⁵ En supposant que les dépenses des capitalistes ne diminuent pas immédiatement devant la hausse des impôts et en supposant aussi que les impôts ne se transmettent pas entièrement aux prix.

bénéfices, les salaires et les impôts perçus ne pouvaient plus augmenter simultanément par une simple injection de demande supplémentaire de la part de l'Etat. L'augmentation des dépenses gouvernementales ne résultait plus aussi fonctionnel pour la classe entrepreneuriale, en effet, le déficit était alors beaucoup moins efficace que par le passé en raison de son fort impact sur la demande d'importations. À son tour, le discours officiel argumentait le besoin pour des raisons de justice sociale et pour augmenter le montant fiscal, de financer les dépenses gouvernementales avec les impôts sur les profits. Ainsi, les difficultés objectives couplées avec une stratégie et un discours économique plus critique du gouvernement envers les capitalistes mexicains, représentent les causes essentielles de l'opposition à l'expansion des dépenses de l'Etat de la part du secteur privé. Étant donné que dans l'équipe gouvernementale il y avait des positions opposées sur le sujet, ce qui est expliqué avant permet de comprendre la nature erratique et contradictoire de la politique budgétaire de cette période. Les secteurs qui proposaient d'augmenter les dépenses pour faire face à la crise extérieure ou pour donner plus de dynamisme à l'économie à long terme, luttaient contre l'opposition non seulement de la bourgeoisie mais aussi de segments clés de la bureaucratie gouvernementale elle-même.

Le deuxième aspect important qui explique la détérioration de l'évolution économique vers la fin du mandat d'Echeverria a été l'instauration d'un climat politique qui a réduit la confiance qu'avaient les entrepreneurs privés dans les autorités gouvernementales et dans l'avenir économique du pays.

Lors de réflexions et de débats sur la fin du «miracle économique» au Mexique, cette question a attiré l'attention. Plus précisément, on a fait valoir que la

perte de dynamisme et l'instabilité de l'investissement privé ont été la réponse des entreprises à la détérioration de la confiance et des perspectives. Je pense que cette façon de comprendre les conséquences économiques de «la perte de confiance» n'est pas fausse, mais n'est pas suffisante ; et elle n'est pas le facteur le plus important non plus.

En effet, durant la période examinée, la fonction de l'investissement privé est demeurée assez stable notamment en ce qui concerne ses composantes historiques, son changement de rythme et ses fluctuations peuvent être interprétés comme une réponse au changement de rythme et aux fluctuations de ces composantes¹⁶. Il semblerait donc que ni le discours du gouvernement ni les mesures concrètes de la politique économique n'aient modifiés la sensibilité de l'investissement privé réel devant les facteurs qui historiquement le conditionnaient. Mais cette perte de confiance de la grande bourgeoisie semble avoir joué un rôle majeur dans d'autres types de placements, généralement beaucoup plus sensibles: les investissements financiers.

En effet, durant la période considérée, l'accumulation financière privée intérieure a été réduite et, simultanément, une plus grande proportion de celle-ci a commencé à être effectuée en monnaie étrangère. Le total des dépôts du système bancaire, qui n'avait cessé d'augmenter sa part dans le PIB de 1960 à 1972 a commencé à diminuer et cela jusqu'en 1977. Simultanément, l'augmentation de la

¹⁶ Cette affirmation se base sur un exercice économétrique dans lequel j'ai spécifié une fonction d'investissement privé comme fonction de temps et de l'excédent d'exploitation (comme proxy des bénéfices) mesuré avec un différentiel d'un an. J'ai obtenu une bonne estimation tant sur la période 1960-1977 que sur les sous-périodes 1960-1970 et 1974-1977. J'ai aussi réalisé un test de Chow, comparant les périodes 1960-1970 et 1971-1977, les différences entre les paramètres estimés pour les deux preuves n'ont pas donné de résultats significatifs. D'autre part pour la période 1960-1977, on a introduit une variable fictive (dummy) pour les années 1976 et 1977 dans laquelle la belligérance entrepreneuriale a atteint son apogée, cette variable fictive n'a pas non plus donné de résultat significatif.

part relative des passifs monétaires en devises étrangères (déposés dans le pays) par rapport au total représentait une moyenne de 6,9 pour cent entre 1967 et 1975, ils ont augmenté à 10,3 pour cent en 1976 et à 17,5 pour cent en 1977. Enfin, une proportion croissante de l'accumulation financière a quitté le pays sous forme de fuite de capitaux ; cette dernière qui s'était maintenue à un niveau faible dans les années soixante et jusqu'en 1972, s'est élevée pour atteindre un niveau record (pour les circonstances) de 2,391 (milliards) de dollars en 1976, un montant équivalent aux deux tiers des exportations totales de cette même année.

La réduction de la réception de fonds du système bancaire national a affecté la forme traditionnelle de comment l'Etat finançait son propre déficit. Généralement la banque commerciale cédait une partie de ses réserves obligatoires à l'Etat¹⁷ mais en réduisant la réception de fonds, il était devenu nécessaire d'augmenter le taux de réserves obligatoires pour financer le déficit, ce qui pouvait amener à limiter la disponibilité de crédits pour le secteur privé et donc entraîner des problèmes de liquidité et de solvabilité¹⁸.

¹⁷ Au Mexique depuis 1955 une grande proportion du déficit budgétaire s'est financé par les prêts obligatoires des banques privées au gouvernement. Les obligations du gouvernement aux mains des banques servaient comme réserves obligatoires (Quijano : « Mexico : Estado y banca privada » Mexico, CIDE, 1983).

¹⁸ Techniquement, rien n'empêchait de financer le déficit par une émission primaire mais l'idée (fausse) que cette solution cause de l'inflation et était très enracinée dans la pensée de la bureaucratie mexicaine.

Mais plus importantes encore étaient les limites qu'occasionnaient la fuite de capitaux. Comme indiqué avant, les sorties de capitaux réduisent le taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre externe, pour un taux de croissance des exportations donné.

Donc, quand suite à la crise pétrolière à l'échelle planétaire, le taux de croissance du produit s'est réduit dans les économies développées, le taux de croissance des exportations mexicaines a également diminué, et ce avec une croissante perte de devises due aux fuites de capitaux. Tout cela affectait directement la capacité à importer, à un moment où l'arrêt du processus de substitution d'importations abaissait le plafond du taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre extérieur. Le secteur extérieur devenait ainsi un goulot d'étranglement, qui venait s'ajouter à celui qui découlaient du manque d'élasticité de l'offre intérieure.

Remarques finales

Je vais conclure cette interprétation de la «crise» du miracle économique mexicain. Le terme «crise» a été employé parfois pour décrire ce qui s'est passé au Mexique durant les années du mandat de Luis Echeverría, ce qui est sans doute exagéré. Cependant ce qui s'est passé en cette période ne fut pas un simple événement épisodique, résultat de mauvais calculs du gouvernement ou d'événements extérieurs incontrôlables. En fait, la détérioration de la dynamique économique et l'apparition de déséquilibres économiques jusqu'alors inédits, doivent être interprétés dans le contexte historique dans lequel ils se sont produits. Ce contexte n'était pas bien entendu, celui de la fin du capitalisme au Mexique mais toutefois il témoignait de l'épuisement d'un mode spécifique de

fonctionnement de l'économie ainsi que de la croissance du système et des alliances politiques.

Cette modalité dépendait de plusieurs facteurs, un premier en particulier que j'ai souligné dans ce document, se réfère au degré d'élasticité élevé de l'offre globale intérieure, soutenue d'une part par la capacité de l'industrie de substituer des importations, et de l'autre par la croissance rapide de production agricole. Un autre est la grande vitesse de développement de l'économie mondiale. Lorsque l'élasticité de l'offre intérieure s'est réduite, le capitalisme mondial a du faire face à des problèmes et les taux d'emprunt internationaux ont augmenté, l'un des piliers du système s'est effondré et des réformes structurelles ont commencé à apparaître comme étant nécessaires.

Les réformes structurelles qui devaient être mises à l'ordre du jour pouvaient s'orienter dans deux directions opposées : La première d'entre elles était pour une intervention directe de l'État dans l'économie plus importante ; disons, dans le sens du modèle coréen ou taïwanais. La seconde consistait à adopter une définition néolibérale, renforçant ainsi les attentes de la haute bourgeoisie.

Dans l'une ou l'autre alternative, la modalité d'association politique devait également se modifier. En particulier, la première voie ne pouvait être mise en œuvre et réussie que dans la mesure où l'État ait la force et la volonté de l'imposer sans prendre en considération les intérêts particuliers de tel ou tel secteur.

Le président Echeverria et son équipe ont été en faveur du premier type de réforme, cependant ils l'ont appliquée avec hésitation. Compte tenu de cela, la société civile a démontré sa capacité à empêcher, notamment « par la droite », ce changement de cap que le gouvernement entendait mettre en œuvre.

Sur un plan plus général et spéculatif, ce que l'expérience de la période 1970-1976 suggère, au moins pour cet auteur, c'est que le développement des forces productives au Mexique et en particulier le renforcement des classes propriétaires avait atteint un tel niveau que la marge de manœuvre autonome de l'État pour réaliser un projet de réforme avancé, sans une forte volonté politique et sans l'aide active des secteurs populaires, était déjà très restreinte.

Bibliographie

- Ayala, J., Blanco, J., Cordera, R. Knochenhauer, G., Labra, A. (1979). "La crisis económica: evolución y perspectivas". Dans: "México Hoy". González Casanova, P. et Florescano, E. (Edits). Siglo 21 Editores, México.
- Blanco, J. (1979) "Génesis y desarrollo de la crisis en México, 1962-1976" Investigación Económica No. 150.
- Boltvinik, J. et Hernández Laos, E. (1981) "Origen de la crisis industrial: El agotamiento del modelo de sustitución de importaciones". Dans Cordera, R. (ed) Desarrollo y Crisis de la Economía Mexicana. Fondo de Cultura Económica, México.
- Castell, J. et Rello, F. (1977) "Las desventuras de un proyecto agrario. 1970-1976". Investigación Económica. julio-septiembre
- Cordera, R. (1972) "Estado y desarrollo en el capitalismo tardío y subordinado" Investigación Económica No.132.
- Cordera, R. (1978): "Las decisiones del poder: notas sobre la coyuntura económica" en Investigación Económica No. 143.
- Cordera, R. et Tello, C. (1981) « México. La disputa por la nación ». Siglo 21 Editores, México.
- Felix, D. (1968). "The dilemma of import substitution", Dans G. Pepanek (Ed.) Development Policy. Theory and Practice. Harvard University Press.
- González, E. (1978) "La Política económica 1970-1976. Itinerario de un proyecto inviable". Dans Capitalismo y crisis en México, Ediciones de Cultura Popular, Mexico.
- Kalecki, "Política Aspectos políticos del pleno empleo",
- Levy, N. y Mántey, G. (2009) "Introducción", en 50 Años de Políticas Financieras para el Desarrollo en México (1958-2008), Levy, N. y Mántey, G, Eds., UNAM-Plaza y Valdés, México.
- Lustig, N. (1981) "Distribución del ingreso y crecimiento en México: un análisis de las ideas estructuralistas". El Colegio de México.
- Merhav, M. (1969) "Technological dependence, monopoly, and growth"; Pergamon, Oxford
- Quijano, J. M. (1983) "México: Estado y banca Privada". CIDE. México
- Rodríguez, G. (1980) "Tendencias de la producción agropecuaria en las dos últimas décadas" Economía Mexicana, CIDE.
- Solís, L. (1981): "La realidad económica mexicana: retrovisión y perspectivas" Siglo 21 Editores, México
- Tello, C. (1979): "La política económica en México 1970-1976" Siglo XXI Editores, Mexico
- Villarreal, R. (1975) "El desequilibrio externo en la industrialización de México (1929-1975)". Fondo de Cultura Económica, México